

ins en n Pologne milliers de travailleurs s publiques

6.
00
ens
ent
séjour
logne

son refus de
l'Italie ou de
ation qui in-
int les repré-
ommunauté

plutôt ainsi :
es polonaises
on de visas
risant à tra-
0 000 Ukrai-
n titre de sé-
e, dont envi-
ts et à peine
manents. De-
nement a oc-
ugié à 74 res-
s.

rainiennes en
out un carac-
on une étude
% des tra-
pour une pé-
ix mois. « On
ement, 1,5 mil-
ssent en Polo-
ce qui ne veut
nt en perma-
ava Keryk.

wicz dirige
SAS Logistic,
2007 dans la
inienne. Son
trois bureaux
re en Ukraine.
2 000 Ukrai-
ent dans la lo-
ie. « J'ai arrêté

de m'occuper d'agriculture, car les conditions de travail y sont trop dures, les salaires trop misérables, et le travail illégal trop développé. J'ai arrêté aussi le bâtiment et les travaux publics pour des raisons similaires », affirme-t-il.

« La xénophobie reste marginale »

Pendant la saison des fruits rouges, les travailleurs ukrainiens peuvent vivre dans des baraques de 12 à 18 personnes, être rémunérés 50 centimes d'euro le kilo ramassé. « Ils vivent entre leur baraque et le hard-discount du coin, dépensent 150 euros dans le mois, mettent le reste de côté, et rentrent chez eux », estime M. Markiewicz. Selon lui, les Ukrainiens pourraient en théorie bénéficier de la directive européenne sur le travail détaché. « Pour l'instant, c'est un phénomène marginal, mais qui pourrait devenir important d'ici deux ou trois ans. »

« Globalement, les Polonais nous font plutôt bon accueil », affirme Myroslava Keryk. La xénophobie reste marginale. » Pourtant, une étude récente observe que le niveau d'acceptation des Ukrainiens dans la société polonaise a baissé de plus de vingt points depuis 2013. La rhétorique anti-ukrainienne de certaines personnalités politiques, la politique historique du gouvernement ultra-conservateur, qui ravive certaines plaies du passé entre les deux pays, ainsi que la politique de désinformation du Kremlin sont notamment pointés du doigt comme des éléments générateurs de tensions. Des tensions qui pourraient s'accroître en cas de dégradation de la conjoncture économique. ■

JAKUB IWANTIUK

Au Liban, se moquer de saint Charbel conduit en garde à vue

Saint Charbel, le saint patron du Liban, dont l'existence fut un modèle d'ascèse et de recueillement, aurait-il apprécié le ramdam causé en son nom ? Pour s'être moqués de la réputation de thaumaturge de l'ex-ermite maronite, deux jeunes Libanais ont fait l'objet d'un lynchage en règle sur les réseaux sociaux, d'une journée d'interrogatoire par la police et d'une interdiction de s'exprimer publiquement sur les questions religieuses.

L'histoire commence vendredi 13 juillet, lorsque Charbel Khoury, un Beyrouthin de 28 ans, tourne en dérision, sur sa page Facebook, une histoire prétendument sérieuse : celle d'un compatriote résidant en Roumanie qui, faute de parvenir à avoir un enfant avec son épouse, s'est rendu sur la tombe de saint Charbel, dans le nord du Liban, et qui, de retour à son domicile, a découvert sa femme enceinte. **Commentaire acide du jeune homme, qui se revendique comme athée : « Est-ce que l'enfant lui ressemble ? »**

Ce sarcasme et la mise en doute des pouvoirs guérisseurs du défunt moine, canonisé par le Vatican en 1977 et dont le sanctuaire est un haut lieu de pèlerinage, ont ulcéré de nombreux chrétiens libanais. Le compte Messenger de Charbel Khoury s'est retrouvé noyé sous un flot d'insultes et de menaces, dirigées contre lui et ses sœurs.

Une journaliste du quotidien de gauche *Al-Akhbar*, Joy Slim, âgée de 26 ans, qui avait renchéri sur le post initial, en écrivant que « l'enfant ressemble peut-être à saint Charbel », a été victime

LA MISE EN DOUTE DES POUVOIRS GUÉRISSEURS DU DÉFUNT MOINE A ULCÉRÉ DE NOMBREUX CHRÉTIENS LIBANAIS

d'un harcèlement du même genre, avec, en prime, la publication de l'adresse de ses parents. Les esprits se sont à ce point échauffés qu'un des collègues de Charbel Khoury a tenté de l'agresser sur leur lieu de travail. Cet acte a incité ce dernier à déposer deux semaines de congé et à limiter ses déplacements en dehors de son domicile.

Les autorités libanaises s'en sont alors mêlées, mais pas dans le sens espéré par les deux jeunes « mécréants ».

Ce sont eux que la police a convoqués,

au motif de faire retomber la tension, et non leurs tourmenteurs. En échange de sa libération, après huit heures de garde à vue, Charbel Khoury a dû effacer de sa page Facebook toutes les captures de messages menaçants qu'il avait postées. Il a également dû s'engager à ne pas utiliser Facebook pendant un mois et à s'abstenir dorénavant de tout commentaire sur la religion.

Rétrécissement de la liberté d'expression

Même punition pour Joy Slim, qui a eu droit, en plus, à un sermon sur la foi et les miracles, versets de la Bible à l'appui. « Les agents m'ont dit que c'est le Centre catholique d'information [un organe de censure officieux] qui leur a demandé de nous convoquer, affirme la journaliste. Ça montre combien, au Liban, les religieux empiètent sur le travail de l'appareil d'Etat. »

Les ONG de défense des droits de l'homme s'inquiètent pour leur part d'un rétrécissement de la liberté d'expression dans le pays du Cèdre. Un simple message sur les réseaux sociaux peut désormais suffire pour être convoqué par un service de sécurité. C'est ce qui est arrivé cette semaine à un militant de la société civile, en lutte contre un projet hôtelier en construction sur la dernière plage publique de Beyrouth.

En janvier, un adolescent de 15 ans avait subi un interrogatoire, menotté et les yeux bandés, après avoir choisi comme photo de profil, sur WhatsApp, une image déplaisante pour le président Michel Aoun. Généralement, les personnes convoquées sont relâchées au bout de quelques heures après s'être engagées, par écrit, à taire leurs critiques. Une pratique « illégale », semblable à du « chantage », selon Amnesty International. ■

B. BA (BEYROUTH, CORRESPONDANT)

vetage
ques blancs »